

Arrêté municipal temporaire n° 2025/269

**Objet : Occupation du domaine public
Campagne Oléicole 2025-2026**

Nous, Pierre COMBES, maire de Nyons,

Vu le Code de la Route

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2212-2 alinéa 3

Vu l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété.

Vu la demande présentée le 06 octobre 2025 par la Société Coopérative Agricole du Nyonsais VIGNOLIS sis Place olivier de serres 26110 Nyons.

Considérant qu'il est nécessaire au demandeur d'occuper le domaine public pour mettre en place la « campagne Oléicole 2025-2026 ».

Considérant qu'il appartient au maire d'exercer la police de la circulation et du stationnement sur les routes nationales, départementales et les voies de communication à l'intérieur de l'agglomération.

Arrêtons

Article 1 : Le demandeur ci-dessus désigné est autorisé à occuper le domaine public communal, dans les conditions stipulées par le présent arrêté.

Article 2 : La société VIGNOLIS est autorisée à occuper le domaine public Place Olivier de Serres, 10 mètres devant la « réception olive », l'espace est matérialisé par des barrières.

Il ne doit en aucun cas obstruer le passage des piétons et la circulation routière.

Du lundi 03 novembre 2025 à 07h00 au vendredi 27 février 2026 à 19h00.

Article 3 : Le centre technique municipal mettra en place la signalisation complète au moins sept jours ouvrables avant la date d'intervention.

Les véhicules en stationnement gênant pourront faire l'objet d'une mise en fourrière, prévu par l'article R.417-10 du code de la Route

Article 4 : Le demandeur ne pourra, sous peine de sanctions, occuper le domaine public défini ci-après qu'en possession du présent arrêté qui sera affiché en permanence, visible du domaine public ainsi que les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toute réquisition des services de Police, de Gendarmerie, et de ceux de la ville.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : La ville de Nyons se réserve le droit d'annuler le présent arrêté en cas de non respect d'un de ses articles et cela sans préavis et sans que le demandeur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Général des Services, la Gendarmerie Nationale, la Police Municipale et les services techniques de la ville sont requis afin d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nyons, le 22 Octobre 2025,

Le Maire,

Pierre COMBES

